

Politique générale du gouvernement

ENTRE SATISFACTION ET RÉSERVES

Page 3

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 7408 – MARDI 4 SEPTEMBRE 2022
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Sahara occidental

LE POLISARIO VA ACQUÉRIR DES DRONES ARMÉS

Page 2

RÉUNIS LE 11 OCTOBRE À OCTOBRE

LES PALESTINIENS EN QUÊTE D'UNE RÉCONCILIATION À ALGER



Quatorze factions palestiniennes, dont les mouvements Fatah, Hamas et le Jihad islamique, se réuniront les 11 et 12 octobre à Alger en vue de tenter une réconciliation censée mettre fin aux tiraillements qui les opposent depuis 2006. C'est ce qu'a appris Le Jeune Indépendant de sources auprès de plusieurs responsables palestiniens.

Page 2

TENSIONS SUR L'HUILE DE TABLE ET LA SEMOULE

Les ménages à rude épreuve

Page 4

RÉPARATION DU NORD STREAM

Une tache «en suspens»

Page 7

EXAMENS DU BACCALAURÉAT ET DU BEM

Début des inscriptions le 6 novembre

Page 24

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 20 DA, FRANCE 1 EURO

RÉUNIS LE 11 OCTOBRE À OCTOBRE À ALGER

Les factions palestiniennes face à l'exercice de la réconciliation

Quatorze factions palestiniennes, dont les mouvements Fatah, Hamas et le Jihad islamique, se réuniront les 11 et 12 octobre à Alger en vue de tenter une réconciliation censée mettre fin aux tiraillements qui les opposent depuis 2006. C'est ce qu'a appris Le Jeune Indépendant de sources auprès de plusieurs responsables palestiniens.



Cette initiative, à l'instigation du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, vise par son caractère inédit, la réunification des rangs palestiniens dans la perspective de la mise en place d'un gouvernement d'union nationale.

Les autorités algériennes ont invité 14 mouvements palestiniens pour un nouveau round de dialogue national, les 11 et 12 octobre prochains, pour tenter de conclure les précédents cycles de dialogue et de déboucher sur une déclaration qui pourrait mettre fin à l'état de fracture dans le camp palestinien.

Selon des sources palestiniennes à Beyrouth au Liban, l'Algérie aurait proposé un document de travail et de réflexion comme base de consultations entre les factions. Une feuille de route, dont on ne connaît pas les détails, a été conçue et soumise aux différents représentants palestiniens. Le chef du Front démocratique, Issam Abu Daqqa, a confirmé sa participation au dialogue, expliquant que l'invitation « avait été envoyée avant-hier aux factions palestiniennes pour participer à la session de dialogue global qui débutera les 11 et 12 de ce mois ».

M. Daqqa a souligné que « tous les mouvements qui ont répondu favorablement à l'invitation algérienne sont conscients de l'importance de l'initiative algérienne », notamment à la lumière des défis auxquels est confrontée la cause palestinienne, que ce soit en termes de crimes commis par les forces d'occupation au quotidien contre le peuple palestinien, ou au vu de la baisse d'intérêt pour la cause palestinienne au niveau « international ».

Il a également expliqué qu'il y a une volonté et un effort algériens appréciés par toutes les factions qui ont participé au dialogue lors de la dernière session à Alger. Les hautes autorités algériennes, qui accordent la plus haute importance à la cause palestinienne, cherchent notamment à « relancer la cause palestinienne comme axe commun du monde arabe », en amont du sommet de la Ligue arabe, qui se tiendra à Alger le 1er novembre prochain.

Depuis quelques semaines, des efforts incessants ont été consentis par l'Algérie pour unifier les rangs palestiniens et juguler au maximum les divergences entre ces factions notamment au sujet du rôle de l'autorité palestinienne, le devenir de son président Mahmoud Abbas dont le mandat s'est terminé en 2014, la réforme de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), la question de la sécurité et celle de la légitimité électorale, le dossier des prisonniers et les négociations avec l'occupant israélien. Le signe de ces efforts constants aura été la poignée de main entre le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, et le chef du mouvement Hamas, Ismail Henniya, à l'occasion de la cérémonie officielle organisée par le président de la République Abdelmadjid Tebboune, commémorant la fête de l'indépendance, le 5 juillet.

De son côté, l'ambassadeur palestinien à Alger, Fayez Abu Aita, avait indiqué que « les parties étrangères ont alimenté d'une manière ou d'une autre cette division qui prévaut entre les factions palestiniennes». Le diplomate a notamment estimé que « nous devons unir tous les efforts afin de recouvrer le droit du peuple palestinien à l'indépendance, et donc les choses doivent revenir à la normale après cette expérience amère qui a conduit au déclin de la cause palestinienne et causé de grandes pertes ».

Abu Aita a expliqué qu'il n'y a pas de raisons politiques au sens propre derrière la division qui prévaut entre les mouvements de la résistance, mais plutôt des interventions régionales et internationales sous les auspices sionistes, car l'entité sioniste est le plus grand bénéficiaire de la division.

Mohamed Mecelti

SAHARA OCCIDENTAL

Le Polisario va acquérir des drones armés

LE POLISARIO va acquérir bientôt des drones militaires, aux différentes capacités offensives, dans sa guerre contre les forces d'occupation marocaines. C'est le ministre de l'Intérieur de la République sahraouie, Omar Mansour, qui a révélé l'information, lors d'un entretien en marge de sa visite officielle en Mauritanie.

Selon le responsable sahraoui, que le gouvernement de la RASD incorporera bientôt des drones armés pour lutter contre les unités marocaines te leurs cantonnements dans le territoire occupé. «L'armée sahraouie va bientôt utiliser des drones armés dans la 'guerre d'usure' au Sahara Occidental», annonce le ministre sahraoui depuis Nouakchott.

Avec ces acquisitions de qualité, le Polisario va changer les donnes de la guerre au Sahara occidental et un certain équilibre militaire sera opéré, en dépit des moyens mis par le Makhzen dans sa guerre d'occupation et ses accords d'assistance militaire, technologique et de renseignement avec l'entité sioniste.

Il a également affirmé les drones marocains ne tuent que des civils sahraouis, mauritaniens et algériens. «Son incorporation dans la guerre du Sahara Occidental n'a pas du tout affecté notre armée», souligne-t-il, faisant référence aux crimes commis il y a quelques mois par le Maroc à la suite de raids commis par ses drones contre des commerçants et camionneurs civils.

Dans ce contexte, il faut souligner que ce sont les FAR qui ont commencé par utiliser des drones, de fabrication française, mais remodelés par Israël. Les drones marocains ont fait leur apparition au Sahara occidental, il y a juste un an et demi, après la fin du cessez le feu et le déclenchement d'une nouvelle guerre à partir de Guerguerat, au sud du territoire sahraoui et à la limite des frontières avec la Mauritanie. Depuis, les FAR ont multiplié les opérations avec leurs drones, assassinant l'un parmi des hauts cadres militaires du Polisario.

Sur le front de combat, le ministre sahraoui a indiqué que les forces d'occupation marocaines subissent des pertes humaines à la suite des bombardements quotidiens dirigés par l'Armée de libération sahraouie. ''Le Maroc saigne silencieusement à mort dans la guerre contre la République sahraouie. Il y a des dizaines d'officiers et de soldats marocains qui tombent quotidiennement sur le mur de la honte», a confirmé le ministre sahraoui.

Le responsable a souligné que le Maroc a créé des unités de police pour capturer les soldats fuyant le champ de bataille au Sahara Occidental. «L'armée marocaine a créé une brigade spéciale de police militaire pour persécuter les soldats fuyant le champ de bataille au Sahara Occidental», a déclaré Mansour.

«Il y a des dizaines de soldats et officiers marocains qui tombent quotidiennement sur le mur de la honte, on a même leurs noms et leurs grades», a-t-il assuré.

Mansour a également évoqué le plan de règlement des Nations unies signé dans les années 1990 entre le Front Polisario et le Maroc. «Nous avons signé un cessez-le-feu avec le Maroc en 1991 avec plus de 4.000 prisonniers de guerre marocains capturés, alors que le Maroc n'a capturé que 66 soldats sahraouis. Qui a été vaincu ?», s'interroge le ministre sahraoui de l'Intérieur.

Mansour a conclu en demandant «Jusqu'à quand ?» en référence à la dissimulation par le régime marocain de ses victimes. «Le Maroc et le Sahara occidental sont deux pays différents et séparés et la bataille juridique, militaire et politique continue (...)», souligne-t-il.

Mohamed Kouini

DÉCLARATION DE LA POLITIQUE GÉNÉRALE DU GOUVERNEMENT

Entre satisfaction et réserves des députés

Les débats autour de la déclaration de politique générale du gouvernement ont débuté hier au niveau de la Chambre basse du Parlement. Entre approbation et réserves, les députés, qui ont pris la parole durant le premier ''round'' des débats, ont salué les réalisations du gouvernement mais surtout signalé les manques dans certains secteurs. 344 demandes d'intervention ont été enregistrées dans la matinée d'hier, ce qui dénote le grand intérêt des parlementaires sur ce débat.

Après une année de la présentation du plan d'action du gouvernement, voici venu le temps du bilan. Le Premier ministre a présenté hier, dans un hémicycle archicomble, la déclaration de politique générale axée sur cinq chapitres, relatifs au bilan d'action du gouvernement (de septembre 2021 à août 2022). Si les réalisations du gouvernement durant cette période ont été saluées par les intervenants, des réserves ont été émises par les députés, pointant du doigt certains secteurs qui n'ont pas atteint les objectifs tracés.

Le député du parti El Bina, Abdelkader Berriche, qui a souligné l'amélioration des indicateurs économiques, résultat des facteurs internes et externes, n'a pas manqué de signaler des insuffisances constatées dans certains secteurs. « La situation financière confortable du pays offre l'occasion au gouvernement de mettre en œuvre le plan d'action. On espère que cette bonne santé financière aura un impact sur la situation économique et sociale par l'amélioration du niveau de vie des citoyens », a-t-il précisé, évoquant des carences dans les réalisations de certains secteurs. « Certains secteurs n'ont pas été à la hauteur de leurs engagements. Pourquoi n'ont-ils pas réalisé les objectifs tracés ? », s'est interrogé le député, qui est aussi membre de la commission finance et budget de l'APN. Le report de certains dossiers intrigue aussi l'élu, à l'instar de la réforme et la modernisation du système financier et bancaire, ainsi que la révision de la loi sur la monnaie et le crédit. Il s'est dit aussi surpris par l'absence de réponse du gouvernement sur le dossier de la révision de la politique de subvention, bien que le gouvernement ait reçu le quitus du Parlement sur cette question.



Al Baraa Bengrina, de la même formation politique, a signalé, pour sa part, l'absence d'indicateurs chiffrés et de données nécessaires pour évaluer la politique générale du gouvernement. Il a néanmoins évoqué les réalisations du gouvernement relatives, entre autres, aux augmentations des salaires et au retour de l'Algérie sur la scène internationale. L'engagement du gouvernement de présenter son bilan dans les délais a, par ailleurs, été salué par Younes Hariz d'El Bina, qui a exprimé des réserves sur certaines mesures engagées par le gouvernement. « La relance de l'industrie pharmaceutique, qui a permis la réduction de l'importation de certains produits, a eu un impact sur la disponibilité de certains médicaments », a-t-il expliqué.

Approbation et réserves de la déclaration de politique générale du gouvernement du côté du FLN aussi. Saïd Bridja a affirmé que son parti salue les réalisations du gouvernement durant cette année. Cela n'a pas empêché le plus vieux parti d'exprimer des réserves et d'émettre des remarques. Il demande ainsi l'amélioration de la prise en charge des malades, affirmant que recevoir des soins de qualité est un droit. Le département de l'Education est aussi appelé, a-t-il expliqué, à intervenir pour mettre de l'ordre dans le dossier des cours de soutien.

Mohamed Mechkak, du même parti politique, a, quant à lui, interpellé le gouvernement sur la nécessité de planifier et d'adopter une vision prospective dans tous les secteurs d'activité.

Pour sa part, Saliha Kachi, du MSP, a déploré l'absence de certains axes dans la déclaration de politique générale du gouvernement, pourtant mentionnés dans le plan d'action du gouvernement. Elle a, en outre, évoqué les difficultés de la population du sud du pays, notamment concernant la prise en charge des malades.

De son côté, Chadi Daradji, du RND, a salué le respect des délais de la présentation du bilan du gouvernement qui est, selon lui, « une preuve de transparence ». Il a appelé à la création d'un haut conseil de l'agriculture pour développer ce secteur prometteur. Il a, en outre, signalé des retards dans la récupération de l'argent en circulation sur le marché noir, mais aussi le retard de l'ouverture des bureaux de change. Le député du RND a estimé que la relance de l'économie d'une manière effective prend du temps et que la réduction des importations ne doit pas se faire au détriment de la disponibilité des produits. Fortement représentés à l'APN, nombreux sont les députés indépendants qui ont pris la parole. Wahid Al Chich s'est focalisé sur le secteur de l'agriculture, préconisant une « agriculture de précision » qui recourt à l'utilisation des nouvelles technologies à même d'améliorer la productivité. Mohamed Anouer Bouchrit, un député indépendant qui a clôturé les interventions de la matinée d'hier, a axé la sienne sur plusieurs secteurs : énergie, tourisme, santé, éducation, environnement, industrie pharmaceutique. Sur ce dernier secteur, il a signalé l'indisponibilité de certains médicaments. Il s'est, par ailleurs, interrogé sur le dossier de l'automobile. « Pour quand le retour de l'importation des véhicules ? », a-t-il dit.

Lilia Aït Akli

CHANEGRIHA EN VISITE DE TRAVAIL À DJELFA

Des unités d'approvisionnements en carburants inaugurées

LE GÉNÉRAL d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire (ANP), a effectué hier une visite de travail et d'inspection à Djelfa (1ère Région militaire) où il a supervisé les cérémonies d'inauguration de nouvelles unités d'approvisionnement en carburants dont s'est conforté le Corps de Bataille de l'ANP. indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

Selon un communiqué du ministère de la Défense nationale, le Général d'Armée, accompagné du Commandant de la 1ère Région militaire et de Directeurs centraux du ministère de la Défense nationale et de l'Etat-Major de l'ANP, a procédé à l'inauguration de l'Etablissement central d'approvisionnement en matériels des carburants à Djelfa.

Par la suite, il a suivi «un exposé détaillé portant sur cet établissement sensible et les missions qui lui sont assignées au sein du dispositif d'approvisionnement en carburants des différentes unités et formations militaires déployées dans la zone», avant d'inspecter les divers services, infrastructures et ateliers que comprend cet établissement et recevoir d'»amples informations sur les missions qui leur incombent».

Le Général d'Armée a procédé à l'inauguration du Centre de formation des techniques des carburants situé dans le même site où il a suivi «une présentation sur le Centre et ses missions, notamment en termes de formation, avant d'inspecter ses différentes infrastructures pédagogiques et de vie et de recevoir d'amples éclaircissements présentés par les responsables du Centre portant sur l'ensemble des aspects ayant trait au domaine de spécialisation», note le communiqué du MDN.

Le Général d'Armée s'est rendu, par la suite, au Dépôt régional d'approvisionnement en carburants où «il a supervisé la cérémonie de son inauguration et visité ses diverses annexes et infrastructures. Il s'est également enquis de l'état-prêt de ses équipements et installations, avant de donner aux personnels et cadres de cette unité des orientations et des instructions fermes relatives à l'impératif de préserver cet acquis vital, de veiller au respect des mesures de sécurité et de mener à bien les missions assignées avec sérieux et rigueur».

A l'issue, le Général d'Armée a tenu une rencontre avec les cadres et les personnels des trois unités inaugurées, où il a prononcé une allocution d'orientation, à l'entame de laquelle il a mis l'accent sur «l'importance qu'accorde le Haut Commandement de l'Armée nationale populaire aux unités de soutien en carburants qu'il a qualifié d'artères qui alimentent le Corps de Bataille en énergie et dont la gestion se doit être perspicace, tout en la préservant et en l'exploitant avec la maitrise et le rationalisme nécessaires».

«Nous considérons que les unités d'approvisionnement en carburants sont les artères qui alimentent le Corps de Bataille de l'Armée nationale populaire en énergie, et nous sommes totalement convaincus que l'aptitude du militaire et sa disposition morale, psychologique et au combat dépendent grandement de la compétence des réseaux logistiques avec cette matière vitale et de la crédibilité de leur fonctionnement», a souligné le Chef d'Etat-Major de l'ANP.

A ce titre, le Haut Commandement de l'ANP accorde à la Direction centrale des carburants «l'importance qui lui sied, notamment à travers les nouvelles réalisations qui constituent une importante pierre angulaire à même de contribuer effectivement à l'optimisation permanente de l'état-prêt de notre Corps de Bataille», a-t-il affirmé.

Le Général d'Armée a mis l'accent sur «la nécessité de conférer davantage d'intégration aux rôles et à la synergie des efforts entre les différents types de forces et structures de logistique avec toutes ses branches, à l'effet d'ancrer le caractère d'efficacité dans la performance, et de s'acquérir de la qualité de s'adapter en permanence avec les exigences opérationnelles imposées par le terrain».

«Nous avons également veillé, dans le cadre du processus de développement croissant de l'Armée nationale populaire, à conférer de l'intégration aux rôles et à la synergie des efforts entre les différents types de forces et structures de logistique avec toutes ses branches, à l'effet d'ancrer le caractère d'efficacité dans la performance, et de faire preuve de capacité de s'adapter judicieusement et en permanence avec les exigences opérationnelles imposées par le terrain et par les évolutions précipitées ou opinées», a indiqué le Général d'Armée.

«La réussite dans cette mission vitale requiert de conférer une ultime importance à la définition minutieuse et objective des véritables besoins actuels et futurs, du Corps de Bataille de l'Armée nationale populaire. Cette réussite s'articule également sur le strict respect des normes de stockage et des règles de sécurité et de protection, conformément aux standards en vigueur dans ce domaine», a-t-il relevé.

S. O. Brahim

Page 04_Mise en page 1 04/10/2022 13:43 Page 1

TENSIONS SUR L'HUILE DE TABLE ET LA SEMOULE

LES MÉNAGES À RUDE ÉPREUVE

Les Algériens terminent l'année difficilement. Les ménages font face à des situations des plus intenables en faisant leur marché. Les prix des produits alimentaires de large consommation continuent à connaître une augmentation vertigineuse, mettant à rude épreuve leur pouvoir d'achat. C'est la flambée ! Des mesures «urgentes» s'imposent.



Tout le monde l'a certainement constaté. Les prix de certaines denrées alimentaires de large consommation dans la majorité des supérettes, des marchés et des grandes surfaces commerciales ont fortement augmenté ces derniers jours. Deux produits sont particulièrement concernés par ces hausses : les pâtes, sous toutes leurs formes, et les légumes secs. D'autres, tels que la semoule et l'huile de table, très prisés par les consommateurs, ont carrément disparu des étals des magasins.

Les Algériens, qui continuent à espérer un retour à une situation plus ou moins stable, se trouvent confrontés à une situation difficile pour leur pouvoir d'achat. Même les classes dites moyennes peinent à joindre les deux bouts. Ces hausses de prix intempestives mettent à mal les petits budgets.

Où est passé le ministère du Commerce en tant qu'autorité de régulation et de contrôle ? Et qu'en est-il des promesses de protéger le pouvoir d'achat ? Ces augmentations ont un impact négatif sur le pouvoir d'achat des Algériens, qui ont vécu une année 2022 difficile et s'attendent à une année 2023 particulièrement délicate.

En faisant un tour dans les différents commerces, le Jeune Indépendant a relevé des prix particulièrement exorbitants : pois chiches à 250 DA, pois cassés à 150 DA, haricots à 350 DA, lentilles à 260 DA et les spaghettis à 75 DA ! Une situation qui inquiète au plus haut point les consommateurs. La crise du sachet de lait persiste, alors que le manque et la pénurie de certains produits à base de blé, tels que la semoule, la farine et l'huile de table, ont été constatés à travers tout le territoire national, sans oublier le poulet qui a pris son envol en atteignant des prix inimaginables.

Sur les réseaux sociaux, les internautes algériens prennent leur mal en patience. Ils optent pour la dérision afin de surmonter la cherté de la vie à laquelle ils font face. Cependant, une autre catégorie d'internautes prend les choses au sérieux. Ils veulent réagir et appellent à boycotter plusieurs produits.

Contacté par le Jeune Indépendant, El-Hadj Tahar Boulenouar, président de l'Association nationale des commerçants et artisans (ANCA), a confirmé cette augmentation des prix qui a touché, ces dernières semaines, la majorité des produits alimentaires, notamment les pâtes et les légumes secs. Il estime que cette situation intenable n'est pas uniquement due à la spéculation. Plusieurs facteurs en sont à l'origine. Selon lui, les causes de ce phénomène sont multiples. Il cite la pandémie de la Covid-19, qui a eu des conséquences désastreuses sur l'économie de tous les pays du monde, ainsi que le conflit entre la Russie et l'Ukraine, qui a fortement impacté les prix des différents produits.

M. Boulenouar évoque également les raisons saisonnières liées aux habitudes ou traditions de consommation. «Il faut savoir que la demande sur les pâtes et les légumes secs baisse en début d'année. Elle connaît des pics en septembre et octobre. Ce qui explique la hausse des prix de ces denrées», explique-t-il.

Il juge, par ailleurs, nécessaire de mettre en place un plan national d'accompagnement des producteurs agricoles pour éviter la pénurie et la hausse des prix mais également de renforcer le contrôle des prix. «Pour stabiliser les prix, il est essentiel d'augmenter la production et d'inonder le marché par toutes sortes de produits dans tous les secteurs, particulièrement les produits agricoles», recommande-t-il.

Pour sa part, l'Organisation de protection du consommateur et son environnement (APOCE) n'a pas caché sa colère quant à la situation chaotique du marché des produits alimentaires. Elle propose de plafonner la marge bénéficiaire afin d'éviter les hausses inexpliquées des prix.

Elle a réclamé, comme mesure supplémentaire, l'annulation de la TVA sur certains produits essentiels tels que la tomate en conserve, le café, les pâtes et les légumes secs.

En ce qui concerne la pénurie de l'huile de table, l'APOCE avance trois principales raisons. Il s'agit avant tout de la contrebande. Ensuite, le fait que le produit n'arrive pas jusqu'au détaillant, ou que ce dernier refuse de l'acquérir à cause de la facturation. Enfin, l'APOCE évoque la question de la consommation et du stockage à outrance.

Dans un post publié sur sa page Facebook, l'APOCE a fait savoir que les opérateurs rassurent sur la disponibilité de l'huile de table, faisant même état d'un surplus de production. Mais sur le terrain, les citoyens se plaignent de la pénurie de l'huile de table dans plusieurs régions du pays.

Sur ce point, certains opérateurs avancent la thèse d'une augmentation subite de la demande sur ces produits, venant de la part de spéculateurs étrangers, notamment de Tunisie, de Libye, de Mauritanie ou des pays du Sahel. Ces opérateurs ont constaté, dans certaines régions proches des frontières, une véritable frénésie dans les achats et un épuisement des stocks sur certains produits de large consommation.

Lynda Louifi

CLUB DES ENTREPRENEURS ET INDUSTRIELS DE LA MITIDJA

L'ambassadrice de Turquie évoque la coopération économique avec l'Algérie

L'AMBASSADRICE de Turquie en Algérie, Mahinur Ozdemir Goktas, a été l'hôte du Club des entrepreneurs et industriels de la Mitidja (CEIMI). Elle a rencontré tous les adhérents de ce Club avec qui elle a discuté des opportunités d'élargir le champ du partenariat économique entre les investisseurs algériens et ceux turcs pour inclure des domaines plus larges comme l'industrie, l'agriculture, les industries manufacturières, l'agroalimentaire et autres.

L'ambassadrice a ajouté que les relations économiques algéro-turques ont connu une grande dynamique ces dernières années. Elle a appelé, lors de sa rencontre avec des hommes d'affaires au siège du Club des entrepreneurs et industriels de la Mitidja, à élargir et renforcer ce partenariat pour inclure différents secteurs.

Dans le même contexte, l'ambassadrice a déclaré que les entreprises turques travailleront dans le cadre du partenariat économique entre l'Algérie et la Turquie pour un transfert aux entreprises algériennes de technologie et d'expertise turques.

Ces dernières années, beaucoup d'Algériens ont été formés dans plusieurs branches et spécialités, avec un transfert d'expérience turque en Algérie. Elle a déclaré que cet espace de partenariat renforcerait les relations entre les deux pays. L'ambassadrice a également évoqué de nouvelles facilités concernant l'obtention d'un visa dont bénéficieraient les hommes d'affaires. Son obtention demanderait quelques jours seulement.

D'autre part, le président du Club des entrepreneurs et industriels de Mitidja, Fathi Ammour, a expliqué que l'Algérie entretient de bonnes relations diplomatiques et économiques avec la Turquie depuis des décennies. Il a déclaré que les relations entre les deux pays connaissaient une dynamique à plusieurs niveaux, notant que la rencontre des hommes d'affaires avec l'ambassadrice de Turquie vise à développer le partenariat entre les opérateurs économiques des deux pays et la recherche d'un partenariat plus large entre les entreprises algériennes et turques dans plusieurs secteurs. Il a ajouté que l'Algérie se dirige actuellement vers le marché africain, appelant au développement du partenariat entre les deux pays en vue d'acquérir ce marché.

Dans le même contexte, il a noté que le partenariat économique turc comprend différents domaines, soulignant que ce partenariat sera stratégique entre les investisseurs des deux pays.

Le président du Club des entrepreneurs et industriels a appelé à élargir ce partenariat au transfert de technologie et à la qualification des entreprises algériennes.

Dans le même ordre d'idées, Fathi Ammour a souligné que la nouvelle loi sur les investissements encourage le partenariat entre les investisseurs algériens et étrangers et facilite le partenariat entre les investisseurs algériens et turcs.

T. Bouhamidi

Page 05_Mise en page 1 04/10/2022 13:43 Page 1

DROITS DE L'HOMME

Vers un échange d'expériences dans le monde arabe

Le Conseil national des droits de l'homme a organisé, hier, une session de formation au profit des 40 cadres et membres des institutions nationales des droits de l'homme de 16 pays arabes, et ce en partenariat avec le réseau arabe des institutions des droits de l'homme du Qatar, le Centre de formation et de documentation des Nations unies sur les droits de l'homme de l'Asie du Sud-Ouest et la région arabe. Cet évènement d'envergure va permettre un échange d'expériences entre les pays participants en matière de droits de l'homme.



Organisés par le Conseil national des droits de l'homme, en partenariat avec le réseau arabe des institutions des droits de l'homme du Qatar, le Centre de formation et de documentation des Nations unies sur les droits de l'homme de l'Asie du Sud-Ouest et la région arabe, les travaux de la session de formation, au profit des 40 cadres et membres des institutions des droits de l'homme de 16 pays arabes, ont débuté hier à Alger.
Cette formation, qui s'étalera jusqu'au 6 octobre 2022, a pour objectif de promouvoir et protéger les droits de l'homme dans les pays arabes, à travers le renforcement des capacités des experts et membres participants. Le Maroc, la Tunisie, le Sultanat d'Oman, la Palestine, le Qatar, Djibouti … ont pris part à cet évènement d'envergure, une première en Algérie. Cet événement a regroupé ces pays arabes dans le but d'échanger les expériences en matière de droits de l'homme et aussi de renouer des liens de fraternité.
La première session de formation avait été organisée en Algérie en 2015, uniquement au profit des membres et cadres du Conseil national des droits de l'homme.

ANCRER LA CULTURE DES DROITS DE L'HOMME DANS LES INSTITUTIONS

Pour sa part, le président du Conseil national des droits de l'homme (CNDH), Abdelmadjid Zaâlani, a mis en exergue l'importance de l'événement, dans la mesure où il permet aux pays participants de renforcer leurs capacités et partager leur savoir-faire dans les domaines liés aux droits humains. «Notre objectif majeur est d'ancrer la culture et les valeurs des droits de l'homme dans les différentes institutions arabes «, a-t-il précisé. «Chaque travail bien fait, en l'occurrence cette formation, résulte d'une méthodologie efficace qui œuvre à asseoir la culture des droits de l'homme à l'échelle du monde arabe «, a-t-il ajouté.
Le premier responsable du CNDL a fait savoir que l'idée des droits de l'homme en elle-même est synonyme de fraternité, d'échange d'expériences entre les enfants des pays arabes. «C'est le meilleur travail en commun entre les pays en arabe dans le domaine des droits de l'homme «, a-t-il conclu.
Il a évoqué le Sommet arabe, qui doit se dérouler en novembre prochain, qualifiant cet événement de rendez-vous de grande envergure étant donné qu'il représente un travail arabe commun bénéfique à tous les pays arabes.
M. Solltan Ben Hassen Djamali, secrétaire général du réseau arabe des institutions des droits de l'homme du Qatar, a salué les efforts fournis par les initiateurs de cet événement qu'il qualifie de majeur, mettant en avant le plan d'action sur lequel le réseau travaille à court et à long terme pour la promotion des droits de l'homme. «Le réseau œuvre, à travers ses programmes de formation, à la promotion des capacités des membres des institutions en matière des droits de l'homme, et ce à tous les niveaux «, a-t-il affirmé. «Cette session vise à former des formateurs en matière de planification des programmes de formation, tant en termes d'analyse du contexte général, d'évaluation des besoins de formation, d'organisation, de présentation et de méthodes de formation, que d'échange des expériences et de pratiques en matière de préparation de ces programmes «, a-t-il expliqué.
Quant à Abir El-Khericha, directrice du Centre de formation et de documentation des Nations unies sur les droits de l'homme de l'Asie du Sud-Ouest et la région arabe, elle a mis l'accent sur le partenariat important et stratégique qui lie le réseau arabe des institutions des droits de l'homme du Qatar au Centre de formation et de documentation des Nations unies sur les droits de l'homme de l'Asie du Sud-Ouest et la région arabe. «Cette coopération intense, qui atteste des valeurs des droits de l'homme, a une méthodologie globale qui répond aux aspirations attendues en matière des droits de l'homme «, a-t-elle déclaré. Elle a rappelé que le centre avait auparavant organisé plusieurs sessions de formation au profit des institutions nationales des droits de l'homme, notamment sur le suivi et la documentation, la formation des formateurs et l'élaboration des rapports aux organes conventionnels.
Un membre du Haut-Commissariat aux droits de l'homme et libertés fondamentales en Tunisie a salué cette initiative en précisant : «Cette formation va permettre de consolider les relations en matière de droits de l'homme et ainsi échanger les expériences entre les pays arabes participants. «
Un autre participant venu du Sultanat d'Oman a fait les éloges de ce rendez-vous purement arabe, précisant : «Je suis très content de venir en Algérie, ce pays frère. Cette session de formation va nous permettre de faire des échanges en matière de droits de l'homme entre tous les pays participants. «
Il a été prévu au programme une exposition intitulé «Les droits de l'homme et le football «. A l'ouverture de l'exposition, M. Solltan Ben Hassen Djamali a mis en avant les réalisations de l'Algérie en termes de défense des droits de l'homme qui, selon lui, sont présents dans tous les domaines, notamment politique, social, culturel et sportif.
«L'Algérie a l'une des meilleures équipes dans le monde arabe. Elle fait la fierté de son peuple et celle des peuples arabes. Nous souhaitons que nos équipes puissent un jour participer à une coupe mondiale «, a-t-il indiqué. Pour ce qui est de l'exposition, il a précisé que c'est une première dans le monde arabe, ajoutant que «les toiles présentées portent le sens même des droits des travailleurs, des personnes aux besoins spécifiques «.
Des maquettes devant abriter les matches de la coupe du monde, dans le but de promouvoir le Mondial du Qatar 2022, ont été exposées.

Samia Acher

DÉPISTAGE DU CANCER DU SEIN

Ooredoo lance une large opération de sensibilisation

POURSUIVANT ses actions à Responsabilité Sociétale de l'Entreprise, Ooredoo lance, en partenariat avec l'Association Nationale d'Aide aux Malades-WINNELKA, une large campagne de sensibilisation sur le dépistage précoce du cancer du sein coïncidant avec les activités d'»Octobre Rose». Sous le slogan «Tous concernés, le dépistage précoce sauve des vies «, cette campagne qui sera organisée en trois phases, touchera plusieurs wilayas du pays notamment : Alger, Tipasa, Batna, Ain Defla, Constantine, Bouira, Oran, Msila, Mostaganem, Saida et Sidi Bel Abbes. Cette opération, qui s'inscrit dans le cadre des campagnes d' «Octobre Rose «, s'étalera sur trois phases, à travers notamment le lancement de caravanes médicales afin de sensibiliser, de procéder au dépistage précoce du cancer du sein et d'organiser des formations médicales permettant d'actualiser les connaissances sur cette maladie. A noter que les femmes dont le résultat du dépistage est positif bénéficieront d'un accompagnement psychologique et d'une prise en charge médicale.
D'autre part, une campagne de sensibilisation via SMS sur l'importance du dépistage précoce du cancer du sein, a été lancée par Ooredoo en direction des femmes avec le message : «Nous sommes tous concernés par le cancer du sein, c'est pourquoi Ooredoo sensibilise au dépistage précoce alors n'hésitez plus et faites-vous dépister ! «A cette occasion, le Directeur général de Ooredoo, M. Bassam Yousef Al Ibrahim a déclaré : «Nous sommes heureux de mener cette large campagne de sensibilisation qui s'inscrit dans le cadre de la stratégie de responsabilité sociétale de Ooredoo. La contribution de Ooredoo à cette initiative citoyenne est une preuve tangible de sa volonté à sensibiliser les femmes algériennes sur l'importance du dépistage précoce du cancer du sein. Cela permet une détection précoce de la maladie et d'augmenter ainsi les chances de la guérison. Ooredoo restera engagée pour exprimer sa solidarité avec les citoyens et à poursuivre ses actions humanitaires et caritatives. «De son côté, le président de l'Association Nationale d'Aide aux Malades-WINNELKA, M. Abdelkrim Ibachirene a affirmé : «l'Association Nationale d'aide aux malades tient à saluer Ooredoo qui nous a habitué à adopter et à soutenir plusieurs projets caritatifs médicaux et sociaux entre autres, lancés par l'Association au profit des nécessiteux, des malades et des personnes âgées. Parmi ces projets, on notera «Octobre Rose «qui se réalisera à travers notamment le lancement des campagnes de sensibilisation pour le dépistage précoce du cancer du sein, qui touche nos mères et nos sœurs. Nous espérons continuer à travailler conjointement et en permanence afin de développer et soutenir les projets caritatifs lancés par l'Association, priant Dieu Le Tout Puissant d'accepter vos actions de bienfaisance. «Pour rappel, Ooredoo a signé en 2021 un partenariat avec la grande figure artistique Algérienne, Mme. Malika Belbey, à travers lequel elle a été désignée ambassadrice de bonne volonté de la marque pour notamment sensibiliser les femmes sur l'importance du dépistage précoce du cancer du sein.

PRÉSENTATION DE LA POLITIQUE GÉNÉRALE DU GOUVERNEMENT

Des actions urgentes pour le redressement national 2022/2025



SUITE ET FIN



D'où leur incapacité à éviter un affrontement direct entre citoyens et forces de sécurité, et donc de contribuer significativement à la socialisation politique et à l'œuvre de redressement national. Aussi face à cette situation – tout en rappelant que le discrédit qui frappe le système partisan n'est pas spécifique à l'Algérie, car la révolution mondiale des systèmes de communications produit partout l'émergence de nouveaux comportements – il y a urgence à adapter les partis politiques, souvent déconnectés de la société et présentant pour la majorité d'entre eux la spécificité d'être liés à des intérêts de rente. Quant à la société civile en Algérie, elle est éclatée. Contrairement aux idées reçues et illusoires des années passées, dans un contexte de désintégration sociale et d'une jeunesse « parabolée », la majorité des confréries religieuses officielles ont de moins en moins d'impacts. La confusion qui prévaut actuellement dans le mouvement associatif national rend malaisée l'élaboration d'une stratégie visant à sa prise en compte et à sa mobilisation. Sa diversité, les courants politico-idéologiques qui la traversent et sa relation complexe à la société et à l'Etat ajoutent à cette confusion et rendent impérative une réflexion urgente pour sa restructuration, son état actuel reflétant les grandes fractures survenues dans le système politique national. Ainsi la verra-t-on rapidement se scinder en quatre sociétés civiles fondamentalement différentes : trois au niveau de la sphère réelle et une, dominante, dans la sphère informelle. Le plus important segment de cette société civile, interlocuteur privilégié et souvent unique des pouvoirs publics, par le passé est constitué par des appendices du pouvoir, situé à la périphérie des partis du pouvoir et dont les responsables sont parfois députés, sénateurs, vivant en grande partie du transfert de la rente. Le deuxième segment est celui d'une société civile franchement ancrée dans la mouvance islamiste, avec là aussi des appendices de partis islamiques légaux. Le troisième segment est celui d'une société civile se réclamant de la mouvance démocratique, dont bon nombre de personnes meublent actuellement les plateaux de télévisions et les contributions dans la presse. Faiblement structurée, en dépit du nombre relativement important des associations qui la composent, elle est minée par des contradictions en rapport, entre autres, avec la question du leadership. Pour ces trois premières sociétés civiles, leurs impacts pour le taux de participation aux dernières élections locales et législatives, malgré leur adhésion, ont été relativement faibles. Le quatrième segment le plus important est une société civile informelle, inorganisée, totalement atomisée, formant un maillage dense, composée de différents courants idéologiques tant sur le plan économique que politique . Sans l'intégration intelligente de cette sphère informelle – non par des mesures bureaucratiques autoritaires, mais par l'implication de la société elle-même –, il ne faut pas compter sur une réelle dynamisation de la société civile. Intégrer la réelle société civile, dans toute sa riche diversité, n'a de chance de réussir que si le mouvement associatif est assaini et si les associations qui le composent ne sont pas au service d'ambitions personnelles inavouables, et parfois douteuses.

3.- Sur le plan politique, les objectifs stratégiques sont la refondation de l'Etat algérien, conciliant la modernité et son authenticité, l'efficacité économique et une profonde justice sociale. Il n'existe pas d'Etat standard mais que des équipements anthropologiques qui le façonnent largement influencé par la mondialisation avec de nouvelles fonctions. Dès lors, des stratégies d'adaptation politique, militaire, sociale et économique tenant compte de l'innovation destructrice, en ce monde turbulent et instable pour reprendre l'expression du grand économiste Joseph Schumpeter. D'où l'urgence de restructurer tant le système partisan, que la société civile loin de toute action autoritaire. Lorsqu'un pouvoir émet des lois qui ne correspondent pas à l'État de la société, celle-ci émet ses propres lois qui lui permettent de fonctionner accentuant le divorce Etat-citoyens par la dominance de l'informel, à tous les niveaux : politique, économique, social et culturel. Tout pouvoir a besoin d 'une opposition forte, organisée avec des propositions productives pour se corriger, devant l'associer dans les grandes décisions qui engagent l'avenir du pays. L'Algérie a besoin pour éviter la léthargie et la stérilité que tous ses enfants dans leur diversité, par la tolérance des idées d'autrui, se regroupent au sein d'un même objectif à savoir le développement économique et social. Une loi n'est qu'une loi fusse t- elle la Constitution, devant être sous tendu par une nette volonté politique de réformes structurelles, le renforcement de l'Etat républicain, tenant compte de sa riche anthropologie culturelle. Sans son histoire, une société est comme un corps sans âme, l'histoire étant le fondement de l'action présente et future, devant différencier régime éphémère et Etat éternel, il s'agira sur le plan politique revenir aux valeurs du 01 novembre 1954 et de la plateforme de la Soummam, un Etat qui survit aux aléas de l'histoire, à la gloire et aux sacrifices de nos martyrs qui ont permis l'indépendance de l'Algérie. Sur le plan du volet socio-économique, il s' agit de définir clairement le rôle futur de l'Etat dans le développement économique et social, en insistant sur le rôle de l'Etat régulateur conciliant les coûts sociaux et les coûts privés. Le système d'information s'étant effrité, il s'agira de mettre en place un organe indépendant de l'exécutif chargé de la collecte d'information et de la planification stratégique tenant compte des bouleversements mondiaux. Il s'agira de mettre en place une véritable transition numérique, la numérisation de la majorité des secteurs pour plus de transparence , d'efficacité et en prenant en compte les dangers de la cybercriminalité et en développant l'intelligence artificielle. Le combat contre l'acte de corruption à ne pas confondre avec l'acte de gestion, devant dépénaliser l'acte de gestion pour encourager les managers publics et privés à prendre des risques, et éviter le blocage, qui constitue ,la corruption constituant une atteinte à la sécurité nationale ce qui implique pour son atténuation une totale transparence de l'utilisation des deniers publics , l'unification des institutions de contrôles, indépendants de l'exécutif, et donner de larges prérogatives à la Cour des Comptes, parallèlement au contrôle parlementaire, à la société civile. L'attrait de l'investissement implique de garantir la propriété privée, comme droit inaliénable et d'avoir une stratégie claire de l'instauration d'une l'économie de marché concurrentielle à finalité sociale, loin de tout monopole, mettre l'entreprise privée locale et internationale et publique, sur le même pied d'égalité, la finalité étant de promouvoir une économie productive hors hydrocarbures compétitive s'adaptant avec pragmatisme au processus des nouvelles mutations mondiales. Cette économie productive n'aura de chance de se réaliser que si on met fin à la mentalité, rentière de versement de salaires sans contreparties productives, en cette période de tensions budgétaires le sacrifice devant être partagé renvoyant à la morale, que si on donne le primat au savoir et à la connaissance impliquant de profondes réformes de notre système socio-éducatif du primaire au supérieur en passant par la formation professionnelle. L'agriculture et son soubassement l'eau, étant l'enjeu du XXIème siècle, segment stratégique avec le risque de la crise alimentaire mondiale (8 milliards d'habitants au 01 janvier 2022) , le gouvernement doit axer sa politique sur la non urbanisation des terres agricoles, parallèlement , mettre en place une politique d'urbanisation qui devra s'inscrire dans le cadre d'une politique d'aménagement du territoire clairement définie qui ne saurait s'assimiler aux actuels programmes spéciaux de wilayas. Dans ce cadre suite à la récente réunion Walis/ Gouvernement, s'impose la décentralisation économique autour de sept à huit grands pôles (combinant université-centres de recherche secteurs banques – fiscalité secteurs économiques- administration) à ne pas confondre avec le régionalisme néfaste,, implique d'importantes réformes institutionnelles (Ministères, secteur économique public – wilayas- APC). Avec l'inévitable réchauffement climatique , il s'agira de préserver l'environnement et protéger biodiversité avec comme impératif stratégique, la mise en place d'une transition énergétique reposant sur un Mix énergétique, toute action devant avoir l'aval du Conseil national de l'Energie et du Conseil de sécurité l concernant le futur énergétique 2022/2030 qui engage la sécurité nationale.

En conclusion, l'Algérie est un pays à fortes potentialités et un acteur déterminant de la stabilité de la région. Des stratégies d'adaptation sont nécessaires, face aux nouvelles mutations géostratégiques devant assister l'avenir à une nouvelle reconfiguration du monde avec l'avènement de la quatrième révolution économique qui se fondera essentiellement sur les industries écologiques, l'économie de la connaissance à travers le digital et l'intelligence artificielle. Évitons toute sinistrose, avec une bonne gouvernance, une meilleure gestion et le ciblage de projets à valeur ajoutée, l'Algérie peut fonctionner facilement avec un baril de 50 dollars et éviter le scénario catastrophe que certains esprits malveillants lui président et que nul patriote ne souhaite. D'où l'urgence de profondes réformes économiques, politiques, sociales et culturelles, ce dernier souvent oublié, mais déterminant en ce XXIème siècle, avec pour soubassement le dialogue productif. Il s'agit là de l'unique voie que doivent emprunter les Algériens afin de transcender leurs différences et trouver de nouvelles raisons de vivre harmonieusement ensemble et de construire le destin exceptionnel que nos glorieux aînés de la génération du 1er Novembre 1954 ont voulu pour eux. C'est l'unique voie que doivent emprunter les Algériens si l'on veut redresser l'économie nationale, existant un lien dialectique entre sécurité et développement. ademm

RÉPARATION POSSIBLE DE NORD STREAM ?

La question reste «en suspens», précise le Kremlin

Le vice-Premier ministre du gouvernement de la Fédération de Russie a jugé qu'une remise en état des deux gazoducs était possible sur le plan technique. Mais sur le plan politique, le Kremlin souhaite d'abord faire la lumière sur ce sabotage.

Le vice-Premier ministre du gouvernement de la Fédération de Russie Alexsandr Novak – ancien ministre de l'Energie – a déclaré le 2 octobre qu'il était techniquement possible de réparer les gazoducs Nord Stream 1 et 2, après les dommages subis par ceux-ci la semaine précédente en raison d'un acte de sabotage. «Il y a des possibilités techniques pour restaurer l'infrastructure, cela nécessite du temps et les financement appropriés. Je suis sûr que les moyens appropriés seront trouvés», a-t-il affirmé sur la chaîne russe Rossia 1. L'Agence danoise de l'énergie du Danemark avait annoncé le 2 octobre que la pression était stable dans Nord Stream 1, suggérant que le gaz ne fuyait plus, après avoir indiqué la veille que le gaz ne s'échappait plus de Nord Stream 2, qui contenait du gaz même s'il n'a jamais été mis en service. Citant les services de sécurité allemands, le quotidien Der Tagesspiegel affirmait de son côté que les infrastructures pourraient être mises définitivement hors d'usage si elles n'étaient réparées rapidement, en raison de la corrosion provoquée par la circulation d'eau salée dans les canalisations. Alexsandr Novak a cependant souligné qu'il fallait dans un premier temps établir les responsabilités dans cette affaire et identifier les auteurs du sabotage ayant entraîné un total de quatre fuites sur les installations. Il a ainsi rappelé qu'un cortège de pays avait fait part de leur franche opposition à la mise en service de ces infrastructures. «Les Etats-Unis et l'Ukraine, ainsi que la Pologne à une occasion ont déclaré que cette infrastructure ne fonctionnerait pas, qu'ils feraient tout pour s'en assurer», a-t-il pointé, faisant notamment référence aux propos de Joe Biden tenus en février 2022 selon lesquels toute intervention russe en Ukraine amènerait à la fin de Nord Stream 2. Un acte de sabotage imputable aux



Anglo-saxons, selon Moscou Interrogé sur le même sujet en conférence de presse ce 3 octobre, le porte-parole du Kremlin Dmitri Peskov a confirmé la faisabilité technique d'une réparation : «On comprend [que Nord Stream 1 et 2] doivent être restaurés, et qu'en général on pourrait reconstruire n'importe quoi.» Il a néanmoins précisé que cette question d'une réparation des infrastructures restait «en suspens», développant son propos : «Il n'est pas évident de savoir sur quelle coopération internationale nous pourrions compter dans une telle situation, étant donné l'attitude antagoniste et hystérique de l'Occident pris dans son ensemble, à l'égard de notre pays. Et nous devrons bien sûr examiner les endroits des fuites et comprendre ce qui s'est passé là-dessous, comprendre l'ampleur de la catastrophe.» Le 30 septembre, les renseignements russes ont déclaré détenir des éléments appuyant la thèse d'une implication occidentale dans les dommages causés aux gazoducs Nord Stream qui, selon un rapport remis par le Danemark et la Suède à l'ONU, ont été déclenchés par une charge explosive de grande envergure. Le même jour, lors de son discours au Kremlin, le président russe Vladimir Poutine a directement accusé les Occidentaux d'être à l'origine des explosions ayant provoqué les fuites importantes dans les gazoducs concernés, construits pour acheminer le gaz russe en Europe. «En organisant des explosions sur les gazoducs internationaux qui longent le fond de la mer Baltique, ils ont en réalité commencé à détruire l'infrastructure énergétique européenne», a fustigé Vladimir Poutine lors d'un discours au Kremlin, imputant ce «sabotage» aux «Anglo-saxons». Questionné sur l'identité des coupables lors de sa conférence de presse du 3 octobre, Dmitri Peskov a développé : «Il y a certainement une partie ou des parties qui, en l'absence de fonctionnement de ces tuyaux de gazoduc, ont la possibilité de vendre une grande quantité de leur GNL à un prix plus élevé. C'est la première chose. Et cette partie est bien connue. Ce sont les États-Unis. Et il y a aussi des pays qui ont la capacité militaro-technologique d'effectuer un tel acte de sabotage. Là aussi, tous les spécialistes savent bien quels sont ces pays.» Le porte-parole a en outre souligné que les pays qui n'avaient aucun intérêt dans ce sabotage étaient d'une part les pays européens, «privés [...] d'une voie d'approvisionnement en gaz», et d'autre part les pays vendeurs, dont la Russie. Le 28 septembre, le Parquet général russe avait annoncé l'ouverture par le FSB d'une enquête pour «acte de terrorisme international» après le sabotage présumé des gazoducs. Dans son communiqué, l'institution soulignait que «la Fédération du Russie a[vait] subi un grave préjudice économique du fait de ces actes». Si les chancelleries occidentales n'ont pas accusé formellement Moscou d'être à l'origine du sabotage présumé, certains pays, dont la Pologne, ont suggéré que les dégradations pourraient être liées au conflit ukrainien, dans le cadre du bras de fer énergétique entre Moscou et l'Union européenne. Le président américain Joe Biden a promis le 30 septembre d'envoyer des moyens sous-marins sur le site des explosions «pour déterminer ce qui s'est exactement passé», tandis que l'Allemagne, la Suède et le Danemark ont annoncé le lancement d'une enquête conjointe sur ces explosions sous-marines. L'OTAN avait dénoncé le 29 septembre des actes de sabotage «délibérés, inconsidérés et irresponsables» commis contre les gazoducs, tout en assurant qu'elle se défendrait contre l'utilisation de l'énergie à des «fins coercitives».

R. I.

PRÉSIDENTIELLE AU BRÉSIL

Lula devance Bolsonaro, un deuxième tour nécessaire

L'ANCIEN président de gauche Lula a devancé le président sortant de droite Jair Bolsonaro lors du premier tour de l'élection présidentielle, mais a toutefois fait moins bien que le prédisaient les sondages. Un deuxième tour aura lieu. L'ex-président de gauche Lula est arrivé en tête du premier tour de la présidentielle au Brésil, qui avait lieu ce 2 octobre. Son avance sur le chef d'Etat Jair Bolsonaro est toutefois moins importante que le prédisaient les sondages et un second tour aura lieu le 30 octobre. Luiz Inacio Lula da Silva a ainsi obtenu 48,4% des voix, contre 43,2% pour Bolsonaro, selon des résultats quasi-définitifs, tandis que le dernier sondage Datafolha donnait à l'homme politique de gauche 14 points d'avance. «La Lutte continue jusqu'à la victoire finale», a réagi celui qui a dirigé le Brésil de 2003 à 2010, promettant de «remporter cette élection». L'ancien métallo de 76 ans, qui a admis qu'il espérait l'emporter dès le premier tour, a poursuivi : «C'est juste une prolongation. Je peux vous dire que nous allons gagner cette élection.» Bolsonaro se réjouit d'avoir «vaincu les mensonges», victoire de son camp aux législatives De son côté, Jair Bolsonaro s'est réjoui d'avoir «vaincu les mensonges» des sondages, et s'est dit optimiste pour la «deuxième mi-temps» du scrutin. Le président sortant a en effet toutes les raisons d'espérer, d'autant que les bolsonaristes ont remporté d'importantes victoires lors des élections législatives et gouvernatoriales organisées en parallèle du scrutin présidentiel. Outre le président et le vice-président de la République, les Brésiliens étaient en effet appelés à élire les gouverneurs de 27 Etats (y compris le district fédéral de Brasilia), les 513 élus de la Chambre des députés et un tiers des 81 Sénateurs, ainsi que les assemblées législatives des Etats. Selon les analystes, le Parti libéral (PL) du chef de l'Etat est en passe d'obtenir le plus grand nombre de sièges à la Chambre des députés. Au Sénat, les candidats du PL et les groupes alliés ont remporté au moins 14 des 27 sièges à pourvoir. Parmi les nouveaux membres du Congrès figurent cinq anciens ministres de Jair Bolsonaro : l'ancien ministre de l'Environnement Ricardo Salles (qui a quitté le gouvernement en raison de soupçons de corruption), celui de la Santé Eduardo Pazuello, Damares Alves (ministre des Droits de l'homme, de la Famille et des Femmes), l'ex-ministre de l'Agriculture Tereza Cristina, ainsi que Rogerio Marino (ancien ministre du Développement). L'actuel vice-président a également été élu au Sénat, qui doit confirmer en 2023 deux juges de la Cour suprême. La liste des bolonaristes pour le Sénat comprend en outre l'ancien joueur de football Romario (réélu) et Marcos Ponte, ancien astronaute et ancien ministre des Sciences qui a évincé l'allié de Lula, Marcio Franca, le favori des sondages. Les Brésiliens ont également élu les gouverneurs de 27 Etats (y compris le district fédéral de Brasilia). Le candidat du PL Claudio Castro a été élu gouverneur à Rio de Janeiro. Mais la plus grande surprise est venue de Sao Paulo, l'Etat le plus peuplé et le plus riche du Brésil, avec la victoire au premier tour de Tarcisio Freitas, ancien ministre de l'Infrastructure, qui était deuxième dans les sondages. Freitas (PL) est arrivé en tête, devant Fernando Haddad, dauphin de Lula et ancien maire de la mégapole de Sao Paulo, battu par Bolsonaro à la présidentielle de 2018. Les deux hommes s'affronteront pour le poste de gouverneur le 30 octobre lors d'un second tour de scrutin.

R. I.

6e ÉDITION DU SALON PROFESSIONNEL DE LA PHARMACIE À ORAN

Une centaine d'exposants attendus du 20 au 22 octobre

Une centaine d'exposants sont attendus à la 6ème édition du Salon professionnel de la pharmacie et de la parapharmacie (Pharmex 2022), prévue du 20 au 22 octobre prochain au Centre des conventions d'Oran « Mohamed Benahmed », a-t-on appris hier des organisateurs.



Organisée par l'agence « PHARMEX Comm » sous le thème « La pharmacie à l'ère du digital » cette édition verra la participation des professionnels du monde de la pharmacie, laboratoires, distributeurs industriels, pharmaciens d'officine, médecins, étudiants en médecine et pharmacie et services (logiciels, édition, référentiel des médicaments) entre autres, indiquent les organisateurs.

PHARMEX est un événement qui réunira l'ensemble de la communauté des pharmaciens de l'Ouest et d'autres régions du pays, ainsi que des praticiens et des acteurs du secteur de la santé (enseignants, chercheurs, ...) et des institutions publiques, à l'image de la direction de la santé, de la CNAS et de la CASNOS. Différents intervenants dans le domaine de la pharmacie seront conviés à exposer leurs nouveautés et leurs produits et services. La nouveauté de cette édition réside dans les rencontres B to B, caractérisées par la présence de plusieurs ambassadeurs, pour d'éventuels partenariats avec les opérateurs pharmaceutiques algériens.

« Ce sera une opportunité pour les entreprises pharmaceutiques de se connecter avec les consommateurs et les prestataires de soins de santé », a-t-on souligné. Cette édition sera centrée essentiellement sur le digital et la numérisation des services. « Le marketing digital demeure une priorité pour les industries pharmaceutiques qui se sont tournées vers la communication digitale », a-t-on ajouté. Un riche programme de conférences a été concocté autour du thème principal, entre autres, « L'entreprise à l'ère du digital, enjeux et perspectives », « Le rôle de l'incubateur d'entreprise dans la création de startups dans le domaine pharmaceutique » et « La formation continue en officine ».

R.R

MAISON DE LA CULTURE DE LA CAPITALE DU HODNA À M'SILA

Plus de 73.000 aides consacrées à l'habitat par la CNL

LA CAISSE nationale du logement (CNL) a versé, depuis sa création en 1998 au 30 septembre 2022 à M'sila, un total de 73.910 aides au logement, tous segments confondus, a-t-on appris en marge d'une exposition organisée hier, à la maison de la culture de la capitale du Hodna. Ces aides ont touché notamment l'habitat rural avec un total estimé à 51.653 aides et 44.470 aides consacrées au logement public locatif (LPL), a-t-on précisé au cours d'une exposition organisée dans le cadre de la célébration de la journée arabe de l'habitat (1er lundi du mois d'octobre de chaque année), ajoutant que le reste des aides a été versé au profit des bénéficiaires du logement concernant la résorption de l'habitat précaire, location-vente (AADL) et le logement social participatif (LSP).

D'une somme globale estimée à 1,5 milliard de DA, ces aides attribuées aux bénéficiaires du logement dans la wilaya de M'sila ont contribué à l'allégement des demandes sur l'habitat, rural et public locatif en particulier, et à la baisse du taux d'occupation du logement (TOL) à moins de 4 personnes par logement, contre 5 au début de l'année 2014, a-t-on noté de même source.

Les aides de la CNL sont appelées à connaitre une hausse, à la faveur de la distribution « prochaine » de plus de 3.000 lots de terrain sociaux et la mise en œuvre de programmes de l'habitat rural et du logement public locatif en particulier, a noté le wali de M'sila, Abdelkader Djellaoui, lors de sa visite de l'exposition qui a constitué une opportunité pour les visiteurs pour à s'informer sur les sources de financement du logement, à l'image des banques et de la CNL.

R.R

MARCHE D'EL KERMA À ORAN

Un nouvel espace dédié à la vente de poisson

LE MARCHÉ de gros de fruits et légumes d'El Kerma à Oran, a été doté d'un nouvel espace dédié à la vente de poisson en gros et en détail, qui devra être opérationnel prochainement, a-t-on appris hier, de la directrice de ce marché, Meriem Boukraled.

L'infrastructure a été finalisée et l'entrée en service de ce nouveau marché du poisson relevant de la direction de la pêche et des productions halieutiques, premier du genre dans la wilaya d'Oran, est prévue au courant de ce mois d'octobre, a-t-elle annoncé.

Pour sa part, le directeur local de la pêche et des productions halieutiques, Ilyes Mostefa a indiqué qu'il s'agit d'un projet initié par le ministère de tutelle, qui vise à organiser la vente des produits de la mer et de l'aquaculture.

Ce marché de poisson est doté de deux chambres froides, une négative et une deuxième positive, avec une capacité de stockage total de 7.000 tonnes, a-t-il fait savoir, ajoutant que la mise en service de cet espace se fera après la désignation des exploitants privées.

Cet espace, qui fonctionne suivant les normes reconnues, permettra de répondre à la demande en matière de produits de la mer, mais aussi de faire la promotion des produits issus de l'aquaculture, comme la dorade, le loup de mer et les moules, cultivés dans les fermes aquacoles oranaises, a ajouté la même source.

SECTEUR DE L'INVESTISSEMENT À SÉTIF

Elaboration en vue d'une base de données des projets

UNE BASE de données globale de tous les projets d'investissement en attente dans la wilaya de Sétif sera élaborée afin de déterminer les causes ayant empêché leur lancement et de prendre les mesures appropriées pour chaque cas, apprend-on avant-hier auprès des services de la wilaya.

Lors d'une séance de travail consacrée à la présentation de l'état des lieux du secteur de l'investissement dans la wilaya de Sétif, le chef de l'exécutif, Mohamed Amine Dramchi, a instruit les responsables d'être à l'écoute des préoccupations des investisseurs, prendre en compte leurs revendications et d'aider à surmonter tous les obstacles auxquels ils sont confrontés.

Le wali a également souligné l'impératif de recenser tous les investisseurs récalcitrants, de leur adresser des mises en demeure et de transmettre leur dossier à la justice en cas de non lancement de leurs projets, a précisé la même source, soulignant que ces démarches visent à récupérer le foncier industriel et de l'attribuer aux investisseurs sérieux.

A l'occasion, le wali de Sétif a insisté sur la nécessité d'étudier les dossiers en attente, de ne laisser aucun projet en suspens et d'accélérer l'examen (des dossiers) en coordination avec les différents services concernés. A noter que la séance de travail a été ponctuée par la présentation d'un exposé sur l'opération de réhabilitation des zones industrielles, des zones d'activités et de commerce et des petites zones d'activités, en sus du suivi de l'opération de récupération du foncier industriel ainsi que l'octroi des permis d'exploitation exceptionnelle, entre autres. Pour rappel, 80 dossiers ont été traduits en justice en vue de récupérer les assiettes foncières inexploitées, avait indiqué fin de la semaine écoulée le chef de l'exécutif local, lors d'une rencontre avec la presse locale.La récupération des assiettes foncières inexploitées donnera l'occasion à d'autres investisseurs de réaliser leurs projets et de booster l'investissement dans la région qui dispose des compétences nécessaires.

FESTIVAL DU FILM ARABE DE FAMECK

Le cinéma algérien à l'honneur de la 33ème édition

Le cinéma algérien sera à l'honneur lors de la 33ème édition du Festival du Film Arabe de Fameck. Une sélection d'une dizaine de films mais aussi en des tables rondes, suivant les projections, autour des grands événements qui ont marqué l'histoire du pays seront proposés au cinéphiles durant cette édition qui s'étalera sur une dizaine de jours.

Véritable vitrine de la culture arabe au cœur de la Moselle, Nord-Est de la France, le Festival du film arabe de Fameck est donc de retour avec comme présidente du jury la réalisatrice franco-algérienne Mounia Meddour pour une 33e édition prévue du 6 au 16 octobre. Longs ou courts métrages, documentaires mais aussi des spectacles et rencontres avec l'Algérie comme pays invité.

Rendez-vous majeur de la rentrée culturelle dans la région, le Festival du Film Arabe de Fameck & Val de Fensch est organisé par la Cité Sociale de Fameck en coopération avec la Ligue de l'enseignement française- FOL Moselle, en partenariat avec France Bleu Lorrainen, précise les organisateurs de ce rendez-vous cinématographique.



110 PROJECTIONS SUR 10 JOURS DE FESTIVAL

Une sélection d'une quarantaine de films sera proposée, tous genres confondus, beaucoup inédits ou en avant-première. Des qui témoignent du sens de l'Histoire (Les Harkis de Philippe Faucon ou Toute l'Algérie du monde de Malek Bensmaïl), d'autres qui manifestent d'une quête identitaire (Habib, la grande aventure de Benoît Mariage, Citoyen d'honneur de Mohamed Hamidi), il y a ceux qui nous offrent des perspectives d'espoir et vivre ensemble (Allons enfants de Thierry Demaizière et Alban Teurlai), sans oublier le cinéma d'animation (Le Pharaon, le sauvage et la princesse de Michel Ocelot).

La présidente du jury, Mounia Meddour, réalisatrice franco-algérienne dirigera le jury du Grand Prix. Après avoir reçu plusieurs César - dont celui du Meilleur premier film - en 2020 avec Papicha, elle propose son second long-métrage Houria, qui sortira en salles en mars 2023. L'invité d'honneur, parrain certes mais «Frère» bien connu également, est Luc Dardenne, le réalisateur, scénariste et producteur multi-récompensé. Il présentera son dernier film, co-réalisé avec son frère Jean-Pierre Dardenne, Tori et Lokita lors d'une rencontre avec le public dimanche 16 octobre.

R. C.

PRIX LITTÉRAIRE MOHAMMED DIB

«La short list » de la 8ème édition dévoilée

LA SHORT list des auteurs retenus pour participer à la huitième édition (2021-2022) du Prix littéraire Mohamed-Dib pour le meilleur roman et le meilleur recueil d'expressions, arabe, amazighe et française a été dévoilée par le Conseil du Prix littérraire, ont annoncé les organisateurs.

Le Conseil a retenu trois œuvres en langue arabe, à savoir: «Au commencement était le verbe» de Amel Bouchereb, «Apprend moi comment pardonner» d'Amina Yagoub et «La mort du capitaine» de Hamid Abdelkader».

Le Conseil a également retenu trois œuvres en langue Tamazight «Tiziri» d'Aoudia



Zohra, «Tawes Ibeledeiden» de Fadila Oulebsir et «Tareeggagt» de Walid Salhi.

Concernant les oeuvres en langue française, le Conseil a retenu «La ville aux yeux d'or» de Keltoum Staali, «Prodigieuse fortune» de Corinne Chevallier et «L'agonisant» de Hedia Bensalhi.

La liste des lauréats, dans les trois langues, sera annoncée le 22 octobre à Tlemcen.

Ont été primés lors de la précédente édition les auteurs Abdelmounaïm Bensayeh (Arabe), Mourad Zimu (Tamazight) et Mustapha Benfodil (Français).

Organisé par l'association «la Grande Maison» de Tlemcen, le Prix littéraire Mohammed Dib a pour objectif d'encourager la création littéraire chez les jeunes dans les trois langues : arabe, amazighe et française.

CÉLÉBRATION DU MAWLID ENNABAOUI

Le groupe Aissaoua Ouled Chyed en concert au Zénith Ahmed Bey

LES MEMBRES du groupe Aissaoui Ouled Chyed animeront samedi à la salle Zénith, Ahmed Bey de Constantine un concert de chant religieux à l'occasion de la célébration du mawlid Ennabaoui.

L'entrée au spectacle prévu à 15 heures sera gratuite.

Le groupe très ancré dans la sphère de la musique traditionnelle constantinoise a fait ses débuts à la fin des années 1990 lorsque le père Amar Chyed bien introduit dans la tariqa issaouya initia le groupe. Trois de ses descendants reprendront le flambeau et poursuivront l'aventure en animant notamment des mariages mais aussi en donnant des concerts dans des festivals et autres manifestation culturelles à travers plusieurs villes du pays et même à l'étranger. A l'actif de la confrérie cinq albums d'où sont puisés plusieurs tubes de madih exploités par les DJ lors de cérémonie de mariage à Constantine.

Par ailleurs la grande salle de spectacle du zénith abritera du 11 au 14 octobre le festival culturel international d'El Inched. Au menu des quatre soirées une dizaine de concerts qui seront animés par des groupes et chanteurs du madih algériens mais aussi des étrangers, venus notamment d'Allemagne, de Palestine, de Tunisie et de Jordanie.

JOURNÉES CINÉMATOGRAPHIQUES DE CARTHAGE (JCC)

Dix femmes cinéastes à l'honneur au «Focus Espagne»

LA 33ÈME édition des Journées cinématographiques de Carthage (JCC) mettra à l'honneur le cinéma espagnol à travers un «Focus Espagne» et une immersion dans la filmographie de dix femmes cinéastes.

Le «Focus Espagne» mettra à l'honneur l'œuvre de cinéastes, monteuses, vidéastes et photographes qui se sont affirmées pour présenter un nouveau regard subtil, sur les histoires des femmes.

La liste comprend dix femmes; Margarita Alexandre, Josefina Molina, Celia Rico Clavellino, Veronica Echegui, Alauda Ruiz de Azùa, Ana lambarri, Carmen Cordoba, Clara Roquet, Meritxell Collel et Silvia Carpizo.

« Engagées, ces figures féminines ont su transmettre à travers leurs films le rôle historique des femmes depuis l'ère de la dictature franquiste jusqu'à nos jours », liton dans un communiqué des JCC.

La découverte du cinéma espagnol sera à travers des films de cinéastes comme Margarita Alexandre et Jose fina Molina qui ont dévoilé, dès les années 1950 jusqu'à 1980, les conditions des femmes à l'ère franquiste.

Les films de la nouvelle génération qui a marqué la scène cinématographique depuis les années 2000 sera au cœur de ce focus. Le bal sera ouvert par des courts-métrages des jeunes cinéastes comme Ana Lambarri, VerónicaEchegui, Silvia Carpizo, Susana Casares et Carmen Córdoba. Leur cinéma dévoile l'inventivité et la vivacité de la scène cinématographique espagnole, indique le festival.

Les Journées cinématographiques de Carthage sont placées sous l'égide du ministère tunisien des Affaires Culturelles avec un comité directeur désigné par le ministre de tutelle. Depuis leur création en 1966, les JCC oeuvrent à offrir une visibilité pour les films africains et arabes, avec une ouverture récente sur les cinémas du monde.

L'Arabie saoudite sera l'invitée d'honneur de la prochaine édition de ce festival arabe et africain qui fêtera cette année son 56 ème printemps.

L'artiste disparu Hichem Rostom (26 mai 1946 – 28 juin 2022) sera également à l'honneur aux JCC.

Le festival était un rendez-vous biannuel qui se tenait en alternance avec le festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou (Fespaco) organisé annuellement au mois de février.

Depuis sa 25ème édition, tenue du 29 novembre au 6 décembre 2014, le festival est devenu une manifestation cinématographique annuelle.

Les JCC auront lieu du 29 octobre au 5 novembre 2022, sous la présidence de la réalisatrice Sonia Chamkhi. Le festival est de retour dans son rendez-vous habituel pour une nouvelle édition en automne, celle de 2021 avait eu lieu du 30 octobre au 06 novembre.

Le site des JCC a annoncé que le programme complet de cette édition sera dévoilé au cours d'une conférence de presse prévue le 12 octobre.

PSG : LIONEL MESSI EST REVIENT SUR LA DÉFAITE CONTRE LE REAL MADRID ET S'EXPRIMÉE SUR SES DEUX COÉQUIPIERS, KYLIAN MBAPPÉ ET NEYMAR ...

REVENU à son meilleur niveau cette saison en atteste son coup-franc magnifique contre Nice hier soir, Lionel Messi est plus ambitieux que jamais alors que se profile la Coupe du monde ainsi que le match de Ligue des champions contre Benfica mercredi soir. Et cette C1 est une vraie obsession pour le club parisien tout comme pour l'Argentin : «L'objectif du PSG depuis quelques années, tout le monde le sait, c'est de remporter la Ligue des champions. La saison dernière, l'élimination face au Real Madrid a été très difficile à digérer, ça s'est joué sur des détails» a-t-il tenu à rappeler dans une interview accordée à Téléfoot. Le septuple Ballon d'or est par la suite revenu sur ses deux coéquipiers avec qui il forme la MNM, Neymar et Kylian Mbappé : «Avec Ney, on se connaît par cœur. On s'est éclatés ensemble au Barça pendant plusieurs saisons. Je suis enchanté de jouer avec lui, de le côtoyer au quotidien. Et Kylian, c'est une vraie bête, il est super fort. Dans les duels, en 1 contre 1, il cherche les espaces, va très vite. Il a un très grand sens du but. Il est très complet, comme il l'a déjà démontré. Il va figurer pendant des années parmi les tous meilleurs au monde.» Pour rappel, la star argentine réalise un énorme début de saison avec sept buts et huit passes décisives en douze matchs toutes compétitions confondues avec le maillot parisien.

. . . NEYMAR N'AURAIT PAS VOTÉ POUR BOLSONARO, GROSSE SURPRISE AU BRÉSIL

LE SOUTIEN de Neymar pour Jair Bolsonaro avait fait grand bruit, et a peut-être penché dans la balance pour un résultat inattendu... C'est une marque de soutien public qui n'a pas manqué d'alimenter la polémique ces derniers jours. Jair Bolsonaro, le président du Brésil aux méthodes politiques douteuses et aux prises de parole polémiques sur certains sujets, a reçu quelques appuis de poids dont celui de Neymar, la star du Brésil et du PSG à l'influence forcément déterminante, qui n'a pas hésité à s'afficher au soutien de Bolsonaro avant de pointer du doigt ceux dénonçant son choix. Quelle est la part du soutien de Neymar dans la réussite de Bolsonaro à l'élection présidentielle brésilienne dont le premier tour s'est tenu ces dernières heures ? En tout cas, alors que Lula faisait figure de grand favori, le président sortant a créé une grande surprise en le talonnant dans des chiffres quasi-définitifs. 47,97% des voix pour Lula, 43,60% pour Bolsonaro. La différence est minime et promet un deuxième tour bouillant qui aura lieu le 30 octobre prochain. L'influence du soutien de Neymar mais également d'autres stars du football brésilien comme Ronaldinho est difficilement quantifiable, mais le plus surprenant dans cette polémique des soutiens reste que selon El Mundo, Neymar n'aurait pas été en mesure de voter pour cette élection ! En effet, Neymar n'aurait pas prévu le transfert de son vote à Paris et serait toujours affilié à un bureau de vote de Sao Paulo. Mais Bolsonaro n'a donc pas eu besoin du vote de Neymar pour créer la surprise.

DRAME EN INDONÉSIE APRÈS UN MOUVEMENT DE FOULE

«Des supporters qui sont morts dans les bras des joueurs»

Javier Roca, l'entraîneur chilien du club indonésien d'Arema, a raconté le drame dont il a été témoin à la radio espagnole Cadena Ser. «Je suis dévasté moralement», a avoué le Chilien après le mouvement de foule qui a fait au moins 174 morts et des centaines d'autres blessés. Le drame s'est déroulé samedi soir dans la ville de Malang, à l'est de l'île de Java.

C'est un témoignage poignant, qui illustre l'horreur vécue en Indonésie ce dimanche. Javier Roca, l'entraîneur chilien du club indonésien d'Arema, est revenu pour la radio espagnole Cadena Ser sur le mouvement de foule qui a fait au moins 125 morts et 323 blessés dans un stade de Malang. «Après le match, je suis allé dans le vestiaire et certains joueurs sont restés sur le terrain. Quand je suis revenu de la conférence de presse, j'ai découvert la tragédie dans le stade», a expliqué le coach d'Arema dans un témoignage accordé au média espagnol. «Les joueurs passaient avec des victimes dans leurs bras. Le plus terrible, c'est quand les victimes venaient se faire soigner par le médecin de l'équipe. Une vingtaine de personnes sont venues et quatre sont mortes. Il y a eu des supporters qui sont morts dans les bras des joueurs», a livré le technicien chilien. Les incidents ont commencé quand des supporters d'Arema ont envahi le terrain du stade Kanjuruhan, à Malang, après la défaite samedi de leur équipe 3-2 contre celle de la ville voisine, Persebaya Surabaya. La police, qui a qualifié cet incident d'»émeutes», a tenté de persuader les fans de regagner les gradins et a envoyé vers le public du gaz lacrymogène après la mort de deux policiers, ce qui a provoqué des bousculades et des mouvements de foules incontrôlés. De nombreuses victimes ont été piétinées. «Je suis dévasté moralement. Je ressens un lourd fardeau, voire une responsabilité. Les résultats ont leur importance et déterminent ce qui se passe à la fin. Si nous avions fait match nul, cela ne serait pas arrivé», a encore estimé Javier Roca. «Cela prouve que le stade n'était pas préparé, ils (ndlr : les organisateurs) ne s'attendaient pas à un tel chaos, a-t-il continué. C'était comme une avalanche. Rien de tel n'était jamais arrivé dans le stade et tout a pris des proportions dramatiques en raison du nombre de personnes qui voulaient fuir.» «Je pense que la police est allée trop loin, même si je n'étais pas sur le terrain et que je n'ai pas vécu directement ce tragique dénouement. En regardant les images, ils (ndlr : les policiers) auraient peut-être pu utiliser d'autres méthodes», a-t-il poursuivi. «Aucun résultat d'un match, quelle que soit son importance, ne vaut que quelqu'un perde la vie», a conclu l'entraîneur.



L'ALGÉRIE PRÉSENTE SES CONDOLÉANCES

L'Algérie a présenté ses sincères condoléances et exprimé sa profonde compassion à l'Indonésie, suite à une bousculade survenue, samedi, à la fin d'un match de football et qui a fait plusieurs morts et blessés, a indiqué, dimanche, un communiqué du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger. «L'Algérie présente ses sincères condoléances et sa profonde compassion au Gouvernement et peuple de la République d'Indonésie suite à la bousculade ayant fait plusieurs morts et blessés à la fin d'un match de football», lit-on dans le communiqué. «L'Algérie exprime également sa pleine solidarité avec l'Indonésie en cette douloureuse épreuve», conclut le communiqué.

CITY A GIFLÉ LES RED DEVILS (6-3):

«Nous avons laissé tomber nos fans»

ALORS QUE Manchester United était sur une bonne série, les Red Devils ont coulé sur la pelouse de leur voisin Manchester City, dimanche (6-3). Dépassés, les joueurs d'Erik ten Hag ont affiché un état d'esprit indigne d'un tel rendez-vous selon leur entraîneur, qui souligne le «manque de courage» de ses joueurs durant ce derby. C'est un retour sur terre violent. Un coup d'arrêt terrible. Manchester United a subi une leçon humiliante sur la pelouse de son voisin, ce dimanche. City a giflé les Red Devils (6-3) en levant clairement le pied en fin de match alors qu'Erling Haaland et Phil Foden avaient permis aux champions en titre de mener 6 à 1 face à leur rival. «City mérite ce succès, mais ça n'a rien à voir avec City. Notre performance n'était pas bonne. (…) Nous n'avons pas fait preuve d'assez de courage», s'est agacé un Erik ten Hag logiquement remonté après une telle désillusion. Les dernières sorties de Manchester United pouvaient pourtant laisser penser que Man. U. avait trouvé la bonne formule. Et était prêt pour un tel choc. Depuis le 4-0 déjà humiliant à Brentford le 13 août dernier, les coéquipiers de Raphaël Varane avaient signé quatre victoires convaincantes en Premier League, dont une riche en promesses face à Arsenal (3-1) pour se replacer dans le premier tiers du classement. Mais tout a explosé ce dimanche. Les Red Devils n'ont pas été capables de mettre leur jeu en place, n'enchaînant que rarement plus de trois passes de rang. Un désastre lié au talent d'Haaland and co, qui estiment cependant «pouvoir faire mieux», selon Pep Guardiola. Mais surtout, à l'état d'esprit affiché par les joueurs de Manchester United. «C'est un manque de conviction», a expliqué Ten Hag, le coach de United. «Quand vous n'y croyez pas sur le terrain, c'est inacceptable. Vous vous retrouvez alors à ne pas respecter les règles. Et vous vous faites punir, c'est ce qui nous est arrivé. (…) Si vous ne vous battez pas, vous avez des problèmes contre des équipes comme Manchester City». Un constat cinglant partagé par Christian Eriksen. «Nous ne pouvons nous en prendre qu'à nous-mêmes, a reconnu le Danois sur Sky Sports. Nous avons manqué de courage pour relancer de l'arrière et nous les avons laissés jouer sur leurs points forts. Il y a beaucoup de choses à changer. Beaucoup de choses que nous devons mieux faire». Et c'est un doux euphémisme, évidemment après une telle sortie. Comme après le désastre contre Brentford, les Mancuniens vont devoir remettre tout à plat. Et trouver les ficelles pour repartir de l'avant. La deuxième période, marquée par le doublé d'Anthony Martial, pourrait apporter quelques raisons de positiver. Elle a permis aux Red Devils de montrer autre chose. «Nous avons changé d'attitude après la pause. Nous avons vu un Manchester United différent. Nous étions plus courageux sur le ballon», a apprécié Ten Hag. Mais ce n'est pas ça qui va faire oublier cette défaite. Et l'écart terrible entre les deux équipes voisines ce dimanche sur le pré. «En ce moment, je ne peux pas penser aux points positifs, a enchaîné l'ancien coach de l'Ajax Amsterdam. Nous avons laissé tomber nos fans, nous nous sommes laissés tomber et nous sommes extrêmement déçus.»

6ÈME JOURNÉE DE CHAMPIONNAT D'ALGÉRIE DE LIGUE 1 (ACTE 2) :

Belouizdad en champion

Les faits marquants de l'étape : Un match nul zéro à zéro assez positif pour le CS Constantine à Sétif, l'USM Alger échoue, le CR Belouizdad confirme et continue sa série de victoires en gagnant la JS Saoura à Béchar, premier succès pour la JS Kabylie en championnat, l'USM Khenchela vainqueur surprise à l'extérieur face au Paradou AC.

PAR RABAH AZIZI

ES SÉTIF – CS CONSTANTINE : L'ENTENTE CALE, LES « CLUBISTES » TIENT BON

L'ES Sétif concède un triste match nul sans buts (0-0), après 90 minutes très disputées dans une partie serrée qui ne désigne aucun vainqueur. Le leader du championnat, le CS Constantine, empoche un point très précieux à l'extérieur et consolide sa première place, compte tenu de la défaite de son dauphin, l'USM Alger et le CRB qui a encore un match en retard. Tandis que les « Aigles des hauts plateaux », sixièmes au classement, stagnent aux abords du podium.

MC ORAN – USM ALGER : EL HAMRI SORT LA TÊTE DE L'EAU

Match piège pour les « rouges et noirs », défaits à Oran par le MCO. Revigorés par le nul ramené de Constantine, les « Hamraouas » font tomber une équipe de l'USM Alger jusque-là invaincue. Grâce à leur défenseur, Sofiane Khadir, qui inscrit le seul et unique but du match, quelques minutes après l'heure de jeu (69ème). Quelques instants avant la fin de la rencontre, les deux équipes voient rouge ! Omar Belatoui (le coach mouloudéen) et Adam Alilet (joueur, USMA) sont expulsés à la 97ème minute.

JS SAOURA – CR BELOUIZDAD : LE PATRON C'EST LE BELOUIZDAD

Après trois victoires en trois matches, carton plein pour le « Chabab » qui confirme sa supériorité, en allant s'approprier trois autres précieux points, dans un déplacement difficile à Béchar. Victoire un but à zéro face à la JS Saoura. Avec une réalisation du jeune attaquant camerounais Leonel Wamba Djouffo, survenue à la 69ème minute de jeu, le CR Belouizdad remonte à la deuxième place du tableau et n'a désormais que deux points de retard sur le leader et … deux sorties en moins.

HB CHELGHOUM LAÏD – JS KABYLIE : LE RÉVEIL DES « CANARIS » ?

Il était temps ! Première victoire de la JS Kabylie depuis le début du championnat. Les « Canaris » enregistrent leur ''first win'' face à un adversaire abordable. Alors que la première mi-temps s'est terminée sur le triste score de zéro à zéro, le coach Abdelkader Amrani a profité du retour aux vestiaires pour galvaniser ses troupes et motiver ses joueurs à réagir. Chose faite pour les « Lions du Djurdjura ». En deuxième période, Yacine Guenina ouvre la marque pour les « jaune et vert » à la 60ème minute, avant que Kouceila Bouailia ne scelle le sort de la rencontre à la 90ème minute de jeu. Une victoire de deux buts à zéro bien méritée pour la JSK qui décide peut-être de se réveiller.

PARADOU AC – USM KHENCHELA : HYDRA PATINE

« Hold up » au Stade « Omar Benrabah » de Dar El Beïda. L'outsider « Khencheli », en déplacement, rafle les trois points de la rencontre. Grâce à une réalisation tardive de Hamza Zaidi à la 84ème minute de jeu qui offre la victoire aux siens sous le nez des joueurs « Pacistes » abasourdis. Deuxième victoire pour l'USM Khenchela qui lui permet de quitter la zone de relégation et de s'installer à la 10ème marche du classement. Quant à lui, le Paradou AC, qui compte un match de retard, retombe à l'avant dernière place du tableau (15ème).

R.A

LES RÉSULTATS :

—— Dimanche :
Paradou AC 0 USM Khenchela 1
HB Chelghoum-Laïd 0 JS Kabylie 2
ES Sétif 0 CS Constantine 0
MC Oran 1 USM Alger 0
JS Saoura 0 CR Belouizdad 1
—— Matchs avancés (Joués Vendredi) :
RC Arbaâ 3 MC El- Bayadh 1
US Biskra 1 NC Magra 1
Reste à jouer (aujourd'hui)
MC Alger – ASO/ Chlef (15h30)

FACE AUX « RACONTARS », YOUCEF BELAÏLI SE DÉFEND ET DÉNONCE :

«Mes relations avec mes clubs employeurs toujours empreintes de respect » !

YOUCEF BELAÏLI, l'ailier volant de l'EN et un des meilleurs joueurs de sa génération, sinon le plus doué, algérien, touché au plus profond de lui-même a tenu à donner sa version des faits l'ayant conduit à mettre fin, à l'amiable, à la relation du club français de Ligue1 (Brest). Notamment après les rumeurs persistantes concernant directement sa vie extra-sportive et donc vie intime, où il a été question d'un manque de sérieux et de professionnalisme. Une campagne de presse qui aura fait les choux gras des médias d'ici et d'ailleurs et partagé notablement ses fans choqués des « révélations » pour la majorité sans fondement, à l'exemple de cette maison louée qu'il aurait dégradée lors de la période qu'il l'a occupée. En s'appuyant sur le canal de la fédération algérienne pour remettre les choses à leur vraie place et répondre à un acharnement sans précédent sur son cas, le natif d'Oran, a opté pour le moyen le plus sûr pour mieux faire aboutir son message et éviter les quiproquos et les manipulations malveillantes. L'ex-usmiste, qui saisit au passage l'occasion de revenir sur le malheureux épisode post- Qatar et des propos mal « interprétés » (ndlr, au sujet de l'argent de ce pays) selon lui, se fond d'un communiqué sans équivoque, relayé par le site officiel de la Faf, pour mettre un terme à ce qui s'apparente à une chasse aux sorcières. On est loin, très loin de cette incroyable Coupe arabe 2021, organisée justement par le Qatar et marquée de l'empreinte indélébile d'un artiste hors pair et d'un onze national algérien « A' », qui a conquis les puristes. Qu'on est loin aussi de la folie qui a entouré un joueur de classe à qui ne manquait, au CV, qu'un des cinq championnats majeurs d'Europe. Viendra la « perche » Brest qui devait constituer un tournant dans le parcours d'une étoile qui ne brillera jamais qu'il se doit. En tout cas sans commune mesure avec ses monstrueuses potentialités, bien des joueurs (surcotés) à sur le Vieux Continent ne possédant ni son talent, ni sa vista. Belaïli, « écrasé » par des problèmes familiaux (un problème de visa pour sa petite famille traînant, dit-on, en longueur), ne s'en remettra jamais même si, par moments et certaines rencontres, il illuminera de sa classe bien des stades de l'Hexagone au grand bonheur de ses fans nombreux un peu partout en France à se déplacer pour l'approcher de près. La « chance » tournera court, les grands perdants étant Brest, son désormais dernier employeur en date et pour celui qui passera à côté de bien de rendez-vous décisifs pour une carrière de retour, à nouveau, à la case départ. A nouveau en …. Pointillés. En attendant il voulait qu'on l'écoute et en finir avec les qu'on dira-t-on.

A.A



CI-APRÈS, LE COMMUNIQUÉ DE BELAÏLI

« Ce n'est pas la première fois que ma carrière connaît un changement de trajectoire, sachant que c'est le propre de tout footballeur. Ma séparation avec le Stade Brestois 29 est intervenue dans un cadre tout à fait normal et dans le respect du cadre contractuel, même si certains ont voulu salir mon image en m'accusant d'actes répréhensibles que j'ai d'ailleurs battu en brèche avec preuves à l'appui. Ne s'arrêtant pas là, on a, de nouveau, voulu me discréditer avec mon ancien club au Qatar et l'opinion qatarie. En effet, après avoir déformé, il y a quelques mois, mes paroles pour me discréditer aux yeux de cette même opinion, voilà que certains en profitent encore une fois en m'attribuant d'autres déclarations en réponse, soi-disant, à des attaques de la presse qatarie. Je saisis, à cet effet, l'organe officiel de la Fédération algérienne de football pour apporter un démenti cinglant à toutes ces rumeurs colportées à mon encontre ainsi qu'à toutes les déclarations mensongères qu'on veut m'attribuer. J'ai toujours eu du respect aux clubs au sein desquels j'ai évolué, à leurs supporters et à leurs dirigeants. Il en est de même pour le peuple du Qatar à qui je voue également respect et gratitude pour l'accueil chaleureux et l'intérêt dont j'ai toujours bénéficié. »

RENCONTRE ZEFI-ZEF- INFANTINO : LE PRÉSIDENT DE LA FIFA S'ENGAGE À AIDER AU DÉVELOPPEMENT DU FOOTBALL EN ALGÉRIE

LE PRÉSIDENT de la Fédération algérienne de football, Djahid Zefizef, a rencontré, mercredi à Paris, le président de la FIFA, Gianni Infantino. Lors de cette rencontre amicale, plusieurs sujets ont été abordés par les deux hommes, notamment la place qu'occupe l'Algérie sur l'échiquier continental et même mondial, ainsi que son rôle dans la promotion du sport roi, le développement du football, mais également le soutien et l'accompagnement de l'instance internationale dans le cadre des programmes initiés par la fédération ou bien la FIFA, et plus particulièrement le programme « Forward ». Le président de la FIFA s'est réjoui de la nouvelle gouvernance de la Fédération algérienne de football et s'est engagé à ne ménager aucun effort pour aider au développement du football en Algérie, à travers des projets centrés sur la formation, la mise à niveau de l'encadrement technique et des infrastructures, permettant une meilleure pratique du football, mais aussi d'autres projets structurants. Ainsi, cette étroite collaboration avec la FIFA sera mise en exergue, lors d'une visite prochaine que devra effectuer le président Gianni Infantino, probablement vers la fin de l'année en cours. Par ailleurs, Zefizef s'est entretenu avec Arsène Wenger, Directeur de Développement de la FIFA, et son proche collaborateur, Steven Martins, Directeur technique. Les discussions ont porté également sur le développement du football national, surtout la structuration des entités techniques de la Fédération algérienne de football. Un débat long et fructueux a marqué cette entrevue, à l'issue duquel les deux parties ont convenu de l'accompagnement continu de la FIFA pour la structuration et la mise en place d'une structure solide, avec un programme ambitieux, à court, moyen et long terme. A ce sujet, les structures techniques de la FIFA se sont engagées à accompagner le football algérien sur tous les plans. Un autre entretien a réuni, cette fois, le président de la FAF et les responsables de la Division de Développement de la FIFA sur les questions relatives aux projets structurants, notamment les conditions d'éligibilité au programme « Forward ». Dans ce cadre, plusieurs projets sont envisagés et seront à inscrire après élaboration de fiches techniques et d'évaluation budgétaire, qui seront examinés lors d'une réunion à Alger entre la FAF et les représentants de la FIFA.

(Source FAF)

HORAIRES DES PRIÈRES	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
ANNABA	05:02	12:19	15:38	18:13	19:30
CONSTANTINE	05:08	12:25	15:44	18:19	19:36
ALGER	05:20	12:37	15:56	18:31	19:48
OUARGLA	05:16	12:32	15:52	18:27	19:43
CHLEF	05:28	12:44	16:04	18:39	19:56
MOSTAGANEM	05:33	12:49	16:10	18:44	20:01
ORAN	05:36	12:52	16:13	18:48	20:04

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 7408 — MARDI 4 OCTOBRE 2022
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Météo

	Maximales	Minimales
Alger	25°	19°
Oran	26°	18°
Constantine	27°	15°
Ouargla	35°	21°

EXAMENS DU BACCALAURÉAT ET DU BEM

Début des inscriptions le 6 novembre

Les inscriptions aux examens du baccalauréat et du BEM de l'année scolaire 2022-2023 débuteront le 6 novembre prochain sur la plate-forme numérique mise à la disposition des établissements d'enseignement, a indiqué le ministère de l'Education nationale dans un communiqué.



Le ministère informe l'ensemble des élèves des classes d'examen (Brevet d'enseignement moyen et baccalauréat) scolarisés dans des établissements publics et privés ainsi que les candidats libres que les inscriptions seront ouvertes du dimanche 6 novembre 2022 au jeudi 8 décembre 2023, a précisé le ministère.
Pour les candidats scolarisés, «ce sont les directeurs d'établissement qui procéderont à l'inscription des élèves concernés par ces examens via la plate-forme numérique du ministère», et ce afin d'épargner aux élèves et à leurs parents d'éventuels tracas liés aux inscriptions, a expliqué le communiqué.
Cette mesure, rendue possible grâce à la plate-forme numérique du ministère de l'Education nationale, s'inscrit dans le cadre des efforts visant à améliorer le service public, a ajouté la même source. Elle vise à épargner aux élèves et à leurs parents la pénibilité de cette tâche. Les candidats libres doivent, quant à eux, s'inscrire via les sites électroniques de l'Office national des examens et concours (ONEC) : https://bac.onec.dz pour le baccalauréat et https://bem.onec.dz pour le BEM, a indiqué le communiqué.
Le département de Belabed a aussi dévoilé le calendrier des vacances scolaires pour l'année 2022-2023 pour toutes les régions du pays.
Concernant les vacances d'automne, elles débuteront le jeudi 27 octobre au soir jusqu'au dimanche matin 6 novembre 2022, et ce dans toutes les régions. Les vacances d'hiver commencent du jeudi 22 décembre 2022 au soir jusqu'au dimanche matin 8 janvier 2023 (dans toutes les régions).
Les vacances de printemps débuteront, quant à elles, du jeudi 23 mars 2023 au soir jusqu'au dimanche matin 9 avril 2023 (dans toutes les régions). Les vacances d'été commenceront à partir du mardi 4 juillet 2023 au soir pour les enseignants, dans toutes les régions.
Pour les fonctionnaires de l'administration, les vacances d'été commencent après la fin de toutes les procédures liées à la fin de l'année scolaire, y compris les réunions des conseils de classes et d'orientation, la publication des résultats des examens officiels, la remise de divers documents aux élèves ainsi que toutes les démarches liées à la rentrée scolaire, selon le même communiqué.

Lynda Louifi

Publicité



34E ÉDITION DU CHAMPIONNAT ARABE DES CLUBS DE BASKET-BALL

Le Widad de Boufarik à pied d'œuvre à Koweït City

LA FORMATION algérienne de basket-ball, le Widad de Boufarik, s'est envolée hier à destination du Koweït afin de représenter et participer à la 34e édition du championnat arabe interclubs, prévu du 5 au 15 octobre en cours au Koweït. Ce championnat verra la participation de 16 clubs de basket-ball arabes de Syrie, d'Algérie, du Qatar, d'Egypte, du Liban, du Yémen, de Bahreïn, d'Irak et du pays hôte, le Koweït. Ces derniers sont répartis en quatre groupes de quatre formations, qui s'affronteront dix jours durant sur le terrain de basket-ball.
Le représentant algérien, le Widad de Boufarik, devra affronter, à partir du jeudi 6 octobre, et pendant quatre jours, le club Beirout Eloubnani, ensuite le club El-Djahraa Erriadi et enfin le club irakien, l'University Club de Ededjla. Il convient de noter que la finale se jouera le 10 octobre, à 8 h, heure du Koweït.
Le président du club, Khaled Mehnaoui, s'est montré optimiste quant aux chances de ses joueurs de réussir une belle prestation face aux meilleurs clubs de basket-ball arabe. «Nous avons toujours joué les premiers rôles lors des précédentes participations, car c'est la deuxième d'affilée, alors pourquoi pas cette année ? Notre objectif sera d'atteindre la finale», a-t-il affirmé. Le président Mehnaoui est revenu sur la préparation de son équipe, qui a été perturbée par le manque de moyens financiers. «Pour parfaire notre préparation en vue de ces joutes du championnat arabe de basket-ball, nous avons sollicité plusieurs entreprises étatiques et privées afin qu'ils nous sponsorisent, surtout que nous avons projeté un stage bloqué à l'étranger. Hélas, toutes nos doléances sont restées sans suite», a-t-il déploré. Au début de cette saison, le souci majeur pour l'équipe a été le manque de compétition. C'est pourquoi le coach et son staff ont opté pour un entraînement biquotidien durant toute la durée de la préparation, durant laquelle ils ont aussi joué quatre matchs amicaux avec le GSP, Draria ainsi que deux matchs avec l'US-MA.
Le président Mehnaoui a voulu lancer un appel, à travers le journal, à toutes les autorités de la wilaya pour demander aide et assistance durant le championnat national, qui débutera dans un futur très proche. A cette occasion, il a tenu à remercier toutes les personnes qui ont participé à la préparation de l'équipe depuis le début jusqu'à son départ pour le Koweït.

T. Bouhamidi

Le Jeune Indépendant du 04/10/2022 / ANEP GR 0127